

L'UNSA Éducation reçue par Vincent Peillon et George Pau-Langevin

Un nouveau dialogue à l'Éducation, entre urgences et refondation

L'UNSA Éducation a été reçue au ministère de l'Éducation nationale par Vincent Peillon et George Pau-Langevin. Lors de cette rencontre placée sous le signe du respect et de l'écoute, nous avons présenté aux ministres nos priorités et nos attentes en termes de dialogue et de méthode.

Concernant les personnels, nous avons demandé au ministre de l'Éducation nationale de s'adresser à l'ensemble des personnels pour leur témoigner la confiance qu'ils méritent. Nous lui avons aussi dit que des signes devaient être donnés concernant le pouvoir d'achat et avons insisté sur la priorité que représentent pour nous les personnels de catégorie C. Nous l'avons aussi appelé à accorder le Pass Éducation à tous les personnels.

Sur la question du dialogue social, l'UNSA Éducation a demandé que la concertation et la négociation soient la règle sur tous les sujets impactant les personnels comme le système. Nous avons ainsi réclamé que les instances nationales, dont le Conseil supérieur de l'Éducation, le Comité technique ministériel, le Conseil territorial de l'Éducation nationale ainsi que les instances locales soient réunies régulièrement et retrouvent leurs prérogatives.

Nous avons notamment insisté sur un calendrier de la "refondation" du système éducatif suffisamment étalé pour que les échanges autour de la loi d'orientation, la concertation et la négociation sur l'ensemble des textes réglementaires puissent être une réalité.

Sur le dossier de la refondation de l'Éducation, l'UNSA Éducation a rappelé son exigence de la construction d'un réel socle commun qui permette à chaque jeune de préparer sa vie citoyenne et professionnelle. Nous avons insisté aussi sur les coopérations nécessaires avec les autres ministères "éducatifs" (celui de l'Enseignement supérieur comme celui des Sports, Jeunesse, Éducation populaire et Vie associative) sur des dossiers comme ceux de la formation des professionnels de l'Éducation, de la continuité bac-3/bac+3, des rythmes de vie des enfants et des jeunes, de la conception globale, partagée et complémentaire de l'Éducation qui doit être inscrite dans la loi d'orientation.

Sur les mesures d'urgence, l'UNSA Éducation a exprimé sa satisfaction concernant la revalorisation de l'allocation de rentrée. Nous avons demandé que le très contesté décret sur l'évaluation des enseignants soit abrogé au plus vite. Nous avons requis que les textes négociés, notamment sur le statut des médecins scolaires soient publiés rapidement. Nous avons, concernant les Greta, réaffirmé notre souhait que les engagements du Président se traduisent par un moratoire puis par l'abandon des textes en cours avant que ne s'ouvrent de nouvelles discussions.

Sur les 1000 postes pour la rentrée dans le primaire, nous avons été entendus sur le fait qu'ils soient réservés à l'enseignement public. Nous avons proposé qu'ils soient utilisés dans les secteurs les plus en difficulté mais que chaque département puisse bénéficier d'une dotation et qu'un travail paritaire soit organisé. Pour les enseignants qui débiteront à la rentrée sans formation, l'UNSA Éducation se félicite que le ministère ait annoncé un dispositif de compensation et a proposé des solutions pour éviter le recours aux retraités dans le second degré.

L'UNSA Éducation a par ailleurs redit son opposition à la régionalisation de l'Éducation et rappelé que l'autonomie des EPLE devait être conçue comme un moyen de mener une politique nationale et non comme une mise en concurrence des établissements. Pour cela, nous avons redit notre volonté de voir établis des conventionnements tripartites État-collectivités territoriales-établissements.

Au final, pour l'UNSA Éducation, cette première rencontre a été utile. Nous avons assuré le ministre et la ministre déléguée de notre volonté d'être des coproducteurs du changement pour que notre système tienne enfin les promesses de la République. Nous avons aussi indiqué que nous serions "exigeants pour le changement" qui doit être réel et profond, mais exigeants aussi pour qu'il ne se fasse pas à n'importe quel prix pour nos collègues et pour les publics accueillis. Le changement n'aura de force que s'il est compris. Laurent Escure, secrétaire général de l'UNSA Éducation
Communiqué du 4 juin 2012.